

Science et Francophonie

Novembre 2013 No 029

Version du 26 novembre 2013

Rédacteur en chef Pierre Demers Science et Francophonie paraît en ligne.

Paraît sous l'autorité de la LISULF. Ligue Internationale des Scientifiques pour l'Usage de la Langue Française.
Science et Francophonie: Pierre Demers, Rédacteur en chef; Patrick Demers, Informaticien en résidence, Maurice Day, Graphiste, . Hélène Trudeau, Grammairienne; on demande des aides à la rédaction.

Auteurs, adressez vos textes format Word par courriel c3410@er.uqam.ca

Il n'y a pas d'abonnement. SVP versez votre [cotisation 2013](#) votre chèque en 2013:

25 \$ ou 25 Euros, étudiant 10\$ ou 10 Euros, corporatif 200\$ ou 200 Euros chèque à LISULF, 1200 Latour, Saint Laurent H4L 4S4 Qc.

Et vous serez assuré de recevoir S&F en ligne. Copie autorisée et encouragée avec mention de l'origine.

MM Mmes les bibliothécaires, vous êtes invités à prendre des copies papier et à les mettre sur les présentoirs.

Et ensuite en archives SVP.

*Voudriez-vous confirmer que vous le faites effectivement ? Bibliothèques nationales et autres.

Bureau de la LISULF voyez <http://er.uqam.ca/nobel/c3410/SF007bis.htm>

Patrick Demers, Informaticien en résidence. Maurice Day, graphiste. Hélène Trudeau, grammairienne.

Traduction interdite : interdiction de traduire vers l'anglais les articles de rédaction. INSN.0825.9879. Éditions PUM.

Presses Universitaires de Montréal.

LISULF corporation aux buts non lucratifs buts : promouvoir l'usage du français en science et autrement, et l'accès du Québec à l'indépendance; enregistrée sous la loi du Québec et reconnue pour fins d'impôt par le gouvernement du Canada à Ottawa RPTI No d'enregistrement QC 0600643 - 21 - 08. Reçu pour fins d'impôt (Québec - Canada). Enregistrée France, Belgique. Dépôt BN Québec, Canada, France, Belgique.

Science et Francophonie. Contenu du No 029, novembre 2013, paraissant le 26 novembre 2013 No 029.

Novembre 2013 No 029

Une cession.

***La conquête ne fut pas un abandon.**

René-Marcel Sauvé.

Référence Laurent Veyssière, Christian Rioux.

Une lettre ouverte à Léo Bureau-Blouin.

****Universités en français?**

Pierre Demers.

Léo Bureau-Blouin fut animateur du printemps érable québécois 2012, il est le plus jeune membre de l'Assemblée Nationale.

Chronique de l'Ontarie.

*****Rédigée au Long-Sault.**

Yves Saint-Denis.

La tradition chrétienne. NDLR: le crucifix au Parlement et immigration zéro.

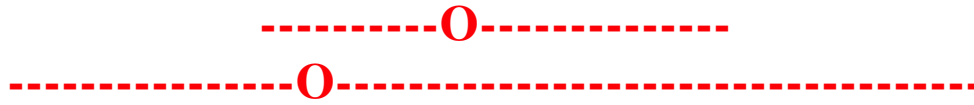
Popularité grandissante des publications en ligne.

*****Un système de libre publication scientifique sur la toile informatique en français uniquement.**

Pierre Demers.

Julien Gilet et Julie Therizols, conférenciers à l'UQAM.

******Votre cotisation 2013.**



Une cession.

***La conquête ne fut pas un abandon.**

René-Marcel Sauvé.

Référence Laurent Veyssière, Christian Rioux.

Sujet : Laurent Veyssière au Devoir

LA CONQUÊTE NE FUT PAS UN ABANDON

par Christian Rioux. Le Devoir, vendredi 22 novembre 2013. Réf. 1.

1re partie.

D'accord avec les faits tels qu'énoncés et cette perspective probablement nouvelle au sujet de la Guerre de Sept Ans. Par contre, qu'on se mette en tête que ce sont les tractations diplomatiques, non les batailles qui ont décidé du statut de la Nouvelle France.

La bataille des Plaines d'Abraham n'a pas eu lieu. L'armée anglaise s'attaqua à l'arrière-garde de l'armée franco-québécoise, arrière-garde qui se composait de quelques régiments, voire, un seul, le Royal Roussillon, Peut-être deux. Seuls contre toute une armée, il n'y avait rien de glorieux dans la « victoire » anglaise et Wolfe est un criminel de guerre pour avoir brûlé 1400 fermes entre la Gaspésie et Québec. Un criminel de guerre ne doit pas avoir de monument nulle part.

La bataille principale eut lieu le 28 avril 1760 et les Anglais furent battus. Cette bataille n'a pas eu de suite sauf que, installés dans Québec, les Anglais ont décidé de ne pas partir et ils se sont servis de la ville de Québec pour se réfugier et se protéger.

Comme en Afrique du Sud alors qu'ils ont profité des guerres napoléoniennes pour s'emparer de la colonie hollandaise installée sur place. Il n'y eut aucun moyen de les en déloger. Laissés seuls et à eux-mêmes, les Afrikaners n'avaient pas les moyens de battre l'Angleterre, qui s'était livrée à des atrocités contre ce petit peuple sans défense, y compris les camps de concentration pour femmes et enfants.

À Québec, les généraux anglais étaient convaincus qu'il leur fallait rester sur place et se servir du Saint-Laurent comme d'un glacis contre la Nouvelle Angleterre. Un général d'armée doit voir venir une guerre vingt et trente ans d'avance afin d'en organiser la préparation logistique. Cette vision n'a rien d'une devinette. Les signes avant-coureurs d'une guerre à venir sont visibles vingt ans d'avance au moins pour qui sait les reconnaître.

Entre le 28 avril 1760 et le 10 février 1763, date officielle du Traité de Paris, il y eut trois années suffisantes pour annuler les effets politiques immédiats des batailles.

Finalement, c'est la géopolitique qui décide en diplomatie et la géopolitique est affaire de CONTINUITÉ, non d'interception comme le sort immédiat d'une ou deux batailles. La décision a été prise par les Anglais en fonction de

l'utilité du territoire du Québec contre les Yankees de Nouvelle-Angleterre. Cette guerre a éclaté douze ans plus tard. Si les Français avaient réellement voulu bloquer les Anglais en 1759, il fallait les prendre à Gaspé et détruire leur marine de guerre. Installés à Québec, les Anglais n'allaient pas lâcher prise même s'ils n'ont pas réellement gagné la bataille des plaines d'Abraham. En guerre défensive, il faut frapper et détruire l'ennemi le moment qu'il franchit la frontière et organiser sa logistique en conséquence longtemps d'avance.

De toutes façons, NOUS, Habitants et descendants d'Habitants, en sortions gagnants parce que l'Angleterre avait trop de préoccupations partout dans le monde et en Amérique du nord, elle avait 2,500,000 Yankees furieux et déterminés à régler son compte à la Mère Patrie.

En partant, les jeux étaient faits en notre faveur. La preuve : L'Acte de Québec de 1774, qui nous traite comme des vainqueurs. C'était à nous de sauter sur l'occasion et d'en demander davantage mais le peuple avait perdu ses élites et ne savait apprécier ni contexte ni situation. Le clergé non plus ne semblait rien connaître de ce qui se passait, exception peut-être de quelques évêques qui n'ont pas parlé.

Cette situation s'est prolongée au cours des deux siècles qui suivirent. Pendant ce temps, NOUS avons conquis notre propre territoire et sommes devenus une Nation dotée des assises de son propre État. Toujours en grande partie parce que l'Angleterre était en guerre contre les Américains et les Anglais ne voulurent jamais lâcher prise.

Quelles que furent les circonstances qui se présentèrent, jamais nous n'avons perdu. Nous avons toujours gagné et suivez Pauline Marois et nous gagnerons davantage car elle possède le sens de la stratégie d'État et toute son équipe derrière elle, qui se soumet à ses exigences. Avec Pauline Marois, nous avons un Chef d'État et nous allons continuer de gagner, pourvu que nous sachions que la géopolitique n'est pas nécessairement conforme à ce que racontent les historiens. Elle est plus froide et fonde ses conclusions sur les continuités qui font les États, non les histoires isolées de leur contexte géopolitique.

2e partie.

...

Mais alors que dire de l'intervention militaire française en faveur des Yankees? Cette intervention comprenait une armée commandée par le général La Fayette et une flotte de guerre commandée par l'amiral De Grasse. Cette intervention a été décisive autrement les Yankees auraient été battus et Washington aurait été pendu sur un lampadaire de Philadelphie. La faiblesse des Yankees : ils s'y connaissaient peu en matière de logistique et de communications militaires. Ils ne connaissaient pas la guerre navale non plus.

La Fayette avait voulu monter au nord, au Québec, avec son armée mais Washington s'y est opposé. Il voulait jeter dehors des Amériques toutes les puissances européennes. Il n'a pas réussi au nord et l'Angleterre s'est servie de l'axe du Saint Laurent comme un glaciaire, un théâtre de guerre pour attirer les Américains, les vaincre et reprendre les États-Unis par des contre-attaques. Ce projet dépassait aussi la logistique de l'armée britannique, dont les effectifs étaient dispersés partout sur la planète. Le Québec de l'époque ne pouvait pas fournir même la bouffe aux Anglais, qui avaient détruit 1400 fermes sur la rive Sud entre Gaspé et Québec.

De là les concessions que nous firent les Anglais, qui connaissaient le contexte, ce que nous ne savions pas.

Quoi qu'il en soit, faire graviter toute la « conquête anglaise » autour de la « bataille » des plaines d'Abraham est simpliste.

Ce fut une cession plus qu'une conquête.

JRMS

René Marcel Sauvé, officier d'infanterie, prof d'histoire militaire, géographe, spécialisé en géopolitique et auteur de livres voyez Réfs 2, 3, 4.

Références

Réf. 1. Christian Rioux 2013, Laurent Vayssière, La conquête ne fut pas un abandon, Le Devoir, 22XI2013, p. 1

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/393419/la-conquete-ne-fut-pas-un-abandon>

Réf. 2. René-Marcel Sauvé 1994, Géopolitique et avenir du Québec, Guérin, . 1994.

[J. R. M. SAUVE ISBN 10: 2760137538 / ISBN 13: 9782760137530](#)

Réf. 3. René-Marcel Sauvé 2007, Le Québec, carrefour des empires, Éditions du Québécois. 2007.

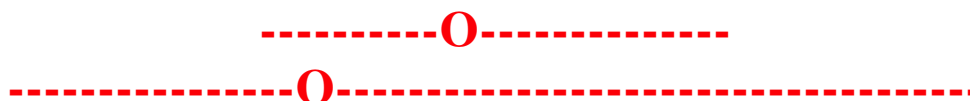
Réf. 4. René-Marcel Sauvé 2011, Défense territoriale pour la nation et l'État du Québec, Éditions du Québécois. 2011.

Réf. 5. Bertrand Fonck et Laurent Veyssière 2009, La Guerre de Sept Ans en Nouvelle-France, Septentrion.

<http://www.septentrion.qc.ca/catalogue/guerre-de-sept-ans-en-nouvelle-france-la>.

Livre en ligne pdf.

Fig. 1. Couverture du livre pdf chez Septentrion.



Une lettre ouverte à Léo Bureau-Blouin.

****Universités en français?**

Pierre Demers.

Léo Bureau-Blouin fut animateur du printemps érable québécois 2012, il est le plus jeune membre de l'Assemblée Nationale.

M. Bureau-Blouin, Député.

www.assnat.qc.ca/fr/deputes/bureau-blouin-leo-12175/coordonnees.html, lbureau-blouin-ldr@assnat.qc.ca,

Cher Monsieur,

Je remarque vos propos au sujet des universités.

www.assnat.qc.ca/fr/deputes/bureau-blouin-leo-12175/interventions.html#_Toc349217042,

M. Léo Bureau-Blouin M. Bureau-Blouin : Merci beaucoup, Mme la Présidente. J'ai noté quelques propos qui m'ont apparu importants du député de Louis-Hébert, notamment lorsque celui-ci a évoqué qu'une des plus grandes richesses, si ce n'est la plus grande richesse du Québec, c'était les jeunes. Et, bien sûr, je partage cette préoccupation, cette vision, mais je pense que ça aurait été important qu'on le mentionne peut-être un peu plus souvent, notamment au courant des derniers mois, au courant des dernières années, parce qu'on a en face de nous un parti politique qui a été très dur à l'égard d'une génération, très dur à l'égard des jeunes Québécoises et des jeunes Québécois. Et ça, ça a laissé des traces importantes, des cicatrices importantes dans l'image, la perception que les jeunes, que toute une génération ont du gouvernement du Québec, l'image d'un gouvernement qui est oppressant, l'image d'un gouvernement qui, plutôt que d'être un catalyseur des aspirations collectives, est, sans cesse, un couvercle sous lequel on essaie d'étouffer une marmite. Et ça, je pense que c'est dommage et, au courant des prochaines années, ça va laisser des traces importantes. Et ça a également eu des coûts importants qui ont été expliqués au courant des dernières semaines. Plus de 90 millions de dollars de fonds publics ont été utilisés dans la grève étudiante dernière, et ça, ce sont aussi des argents qui ont été payés par les citoyens du Québec. C'est près de 29 millions de dollars en réclamations des universités pour des salaires additionnels, pour des pertes de revenus, pour des coûts de sécurité. Juste à Montréal, on parle de près de 20 millions de dollars qui ont été réclamés par le service de police, 1 million de dollars pour le service de Québec, 400 000 \$ à Sherbrooke, 800 000 \$ à Longueuil, 700 000 \$ à Gatineau et près de 6,7 millions pour la Sûreté du Québec, pour un total de 30 millions, sans oublier près de 1 million de dollars pour faire la promotion de l'augmentation des droits de scolarité à travers différentes publicités. Donc, ça, bien sûr, ce sont des chiffres...

==

D'autre part:
Perreault. Rapport Durham toujours en vigueur.

<http://www.vigile.net/Rapport-Durham> toujours en vigueur.

À méditer, cela s'écrivait en 1838 et oriente encore notre pensée politique en 2013.

Je porte donc à votre attention des extraits du Rapport Durham.

--

"La langue anglaise gagne du terrain comme le fera naturellement la langue des riches et des employeurs de main-d'oeuvre.

La langue, les lois et le caractère du continent nord-américain sont anglais ; et toute autre race que la race anglaise (j'applique ce mot à tous ceux qui parlent la langue anglaise) y apparaît dans un état d'infériorité. Au mieux, le sort du colon instruit et ambitieux présente actuellement peu d'espoir et peu de champ d'activité ; mais le Canadien français est rejeté encore plus loin dans l'ombre par une langue et des habitudes étrangères à celles du Gouvernement impérial.

Un esprit d'exclusion a interdit l'accès des professions les plus élevées aux classes instruites chez les Canadiens français, plus peut-être qu'il n'était absolument nécessaire ; mais il est impossible, avec la plus grande libéralité de la part du Gouvernement britannique, de donner une position égale, dans la concurrence générale de son immense population, à ceux qui parlent une langue étrangère.

On ne peut guère concevoir de nationalité plus dépourvue de tout ce qui peut vivifier et élever un peuple que celle que présentent les descendants des Français dans le Bas-Canada, du fait qu'ils ont conservé leur langue et leurs coutumes particulières."

--

M. Bureau-Blouin, je retiens surtout cette phrase écrasante, que les historiens n'ont guère mis en évidence:

" toute autre race que la race anglaise (j'applique ce mot à tous ceux qui parlent la langue anglaise) y apparaît dans un état d'infériorité."

Les Anglais nos partenaires d'aujourd'hui récusent-ils cet héritage doctrinal? Acceptent-ils à haute voix que le français est la langue commune au Québec?

Sans l'acceptation docile de l'anglais point de salut. En sciences, on nous dit: "Publiez en anglais ou périssez."

Je ne vois pas que vous eussiez traité de la question de la langue française dans les Universités du Québec.

Personne n'ose contester que le français est notre langue officielle, ce qu'énonce la loi 99. Mais aucune de nos universités est uniquement de langue française. Cela contribue à avilir le français en tous ses usages. Cela grève notre économie et nous garde dans la médiocrité financière.

Le Québec continuera-t'il de subventionner les universités officiellement de langue anglaise? De distribuer des Prix du Québec scientifiques pour des travaux rédigés en anglais?

Je vous invite à prendre conscience de l'existence de la LISULF et à parcourir Science et Francophonie depuis ses débuts en 1983.

Ouvrez et suivez les liens:

<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/MessageLISULF14XI2013.htm>

Gabriel Nadeau-Dubois, qui fut votre associé au cours du printemps érable québécois de 2012 ne semble pas très intéressé à promouvoir le français à l'université.

<http://www.journaldemontreal.com/2013/10/07/gabriel-nadeau-dubois-lance-son-premier-livre>

Vos actes et votre avis nous intéresseraient.

J'attends.

Amicalement Pierre Demers physicien LISULF 01h07 HNE dimanche 24XI2013

Hier j'ai vu la 1re neige, aujourd'hui à Saint-Denis-sur-Richelieu, on fête l'anniversaire de notre unique victoire militaire sur les Anglais en 1837. Mais, ce sera la dernière en même temps, la prochaine sera obtenue pacifiquement par des discussions entre gouvernements sincères et appuyés par la France, les États-Unis et la communauté internationale.

Mais d'abord, qui règleront le problème de l'infâme et énorme dette du Haut-Canada qui traîne depuis 1841 au moment de l'Union ce qui a spolié le Québec d'un montant qui se chiffre par des billions de dollars aujourd'hui, qui a fait de nous des va-nu-pieds comparativement à Toronto et sa succession financière et économique qui est devenue le ROC.

Références.

Réf. 1. Bureau-Blouin, Député.

www.assnat.qc.ca/fr/deputes/bureau-blouin-leo-12175/coordonnees.html, lbureau-blouin-ldr@assnat.qc.ca,

Réf. 2. Jean-Paul Perrault 2007. Rapport Durham toujours en vigueur.

<http://www.vigile.net/Rapport-Durham-toujours-en-vigueur>

http://www.vigile.net/_Perreault-Jean-Paul

La langue, les lois et le caractère du continent nord-américain sont anglais ; et toute autre race que la race anglaise (j'applique ce mot à tous ceux qui parlent la langue anglaise) y apparaît dans un état d'infériorité."

-----O-----

-----O-----

Chronique de l'Ontarie.

*****Rédigée au Long-Sault.**

Yves Saint-Denis.

La tradition chrétienne. NDLR: le crucifix au Parlement et immigration zéro.

Chronique de l'Ontarie
Série Amérique Française, n° 67
par Yves Saint-Denis, M. A., Ph. D.

2013 rédigée au Long-Sault le 25 novembre 2013,

paru dans *Le Régional* du 28 novembre, p. .

saintdenis@sympatico.ca

Vivre chez nous selon notre culture

La Charte des valeurs. Il faut mettre notre pied à terre et ne pas craindre d'en parler. La charte des valeurs constitue le sujet de l'heure au Québec et ça nous concerne de près. Nous tirons très majoritairement nos racines du Québec et, dans la vallée de l'Outaouais, dans l'Est ontarien, nous vivons à l'heure de Montréal. On est chez nous ici et personne ne doit venir nous imposer un mode de vie qui n'est pas le nôtre. Notre culture englobe notre langue, notre foi, notre histoire, nos us et coutumes. Notre nationalisme est historique.

Que nous soyons des Comtés-Unis en Ontario, avec nos particularités propres, ou des comtés de Papineau, d'Argenteuil et des Deux-Montagnes dans l'État voisin, nous sommes très majoritairement de culture française, de descendance canadienne-française, malgré un mode de vie nord-américain. Quand les populations souffrantes de certains pays malheureux, où le respect de la vie d'autrui fait défaut, émigrent vers des cieux plus cléments, ces immigrants doivent s'adapter. Ailleurs, si on ne les force pas à s'assimiler, comme le pratiquait l'Angleterre envers ses colonies, on insiste tout de même sur leur intégration. En France, par exemple, c'est en français que ça se passe. Et considérons l'exemple tout récent de l'Australie.

« **Les immigrants doivent s'adapter** »

Le premier ministre australien John Howard a lancé aux immigrants : « Adaptez-vous ou partez ! » Il a rendu publique la déclaration suivante : « Les immigrants, non australiens, doivent s'adapter : à prendre ou à laisser. Je suis fatigué de voir que cette nation s'inquiète de savoir si nous offensoons certains individus ou leur culture. Notre culture s'est développée au prix de luttes, d'habileté et de victoires menées par des millions d'hommes et de femmes qui ont recherché la liberté. » Puis il leur lance : « Si vous voulez faire partie de notre société, apprenez-en la langue !

Le dirigeant de ce pays enchaîne en outre : « La plupart des Australiens croient en Dieu. Il ne s'agit pas d'obligation chrétienne, d'influence de la droite ou de pression politique, mais c'est un fait, parce que des hommes et des femmes ont fondé cette nation sur des principes chrétiens » et nous pourrions reprendre : ont fondé cette nation, sous Champlain, française et catholique, il y a plus de quatre siècles. « Dieu vous offense, de poursuivre John Howard ? Je vous suggère alors d'envisager une autre partie du monde pour y vivre, car Dieu fait partie de notre culture. Nous acceptons vos croyances sans vous poser de questions. Tout ce que nous vous demandons, c'est de respecter les nôtres, de vivre pacifiquement et en harmonie avec nous. C'est ici NOTRE PAYS, NOTRE TERRE et NOTRE STYLE DE VIE et nous vous donnons l'occasion d'en profiter. »

Devons-nous être aussi radicaux que ce premier ministre dans la poursuite de ce propos ? À vous d'en juger : « Mais à partir du moment où vous vous mettez à vous plaindre, à gémir et à ronchonner à propos de notre drapeau, notre engagement, nos croyances chrétiennes ou notre style de vie, nous vous encourageons fortement à profiter d'une autre grande liberté : "LE DROIT DE PARTIR..." Si vous n'êtes pas heureux ici et bien partez !! Nous ne vous avons pas forcés à venir ! Vous êtes venus de vous-même, alors acceptez le pays qui vous a acceptés, tel qu'il est ! » Ça me tentera sûrement Texte article 3;

NDLR. La tradition chrétienne. Garder et révéler le crucifix dans notre Parlement. Le succès d'un mort qui a duré 2000 ans. Les idées ont une vie éternelle.

Faut-il ajouter le principe: "Immigration zéro", jusqu'à ce que le Québec en soit le seul maître? Pierre Demers, Rédacteur en chef. 26XI2013

-----O-----

-----O-----

Popularité grandissante des publications en ligne.

******Un système de libre publication scientifique
sur la toile informatique en français
uniquement.**

Pierre Demers.

Julien Gilet et Julie Therizols, conférenciers à l'UQAM.

L'occasion est une annonce parue UQAM-HEBDO que m'a signalée Mme Hélène Trudeau, doctorante à l'UQAM, que je remercie. Réf. 1.

Je reproduis un texte paru dans SF028, destiné à l'attention du Recteur de l'UdeM. Guy Breton, Réf. 2. Voici.

==

"**Tertio**, je vous signale que cette liberté, de publier en français, est facile de réalisation. La toile informatique est libératrice.

Quiconque, tout chercheur de l'UdeM est libre de faire paraître ses découvertes sur la toile informatique, rapidement, en français uniquement, avec archivage comme patrimoine national dans la BaNQ Bibliothèque et archives nationales du Québec, avec une autocensure que les doyens et directeurs de laboratoire pourront confirmer.

Ce sera la fin de l'exploitation abusive qui enrichit des éditeurs, dénoncés universellement, de coûteuses revues papier en anglais uniquement.

Je prêche d'exemple: toutes mes publications sont en français depuis 1980. Voyez le site LISULF. Vous y verrez que l'Assemblée des Patriotes de l'Amérique Française m'a décerné son Grand Prix Pasteur-Frappier 2013 pour mon oeuvre scientifique en français sur le Système du Québécois.

L'UdeM ayant pris les devants, le monde entier du savoir en français devra la suivre, Québec, France et ailleurs."

==

Je me répète: Je prêche d'exemple: **toutes mes publications sont en français depuis 1980. Voyez le site LISULF. Vous y verrez que l'Assemblée des Patriotes de l'Amérique Française m'a décerné son Grand Prix Pasteur-Frappier 2013 pour mon oeuvre scientifique en français sur le Système du Québécois. Réf. 3.**

Les conférenciers annoncés parleront-ils de la possibilité de publier en français?

En saine concurrence, l'UQAM voudra-t-elle prendre les devants, plutôt que l'UdeM?

À suivre. 27XI2013

Références

Réf. 1. Julien Gilet et Julie Therizols, Conférence: «Les modèles de diffusion numérique: le cas d'OpenEdition Freemium, un modèle économique pour soutenir l'accès libre»

www.evenements.uqam.ca/?

[com=detail&eID=326588&utm_campaign=UQAMHEBDO&utm_medium=email&utm_source=25NOV2013](http://www.evenements.uqam.ca/?com=detail&eID=326588&utm_campaign=UQAMHEBDO&utm_medium=email&utm_source=25NOV2013),

Contact

Eric Duchemin

duchemin.eric@uqam.ca

[Site Web](#)

Jeudi 28 novembre 2013 - 15:00 à 17:00

Lieu

[UQAM - Pavillon Président-Kennedy \(PK\)](#)

PK-1140

201, avenue du Président-Kennedy

Montréal, QC Canada

H2X 2J6

[Site Web](#) | [Itinéraire et carte](#)

NDLR. Pourquoi les conférenciers n'adoptent-ils pas un nom en français plutôt que ce nom en anglais "Open Edition Freemium" pour le modèle qu'ils présentent?

Réf. 2. Pierre Demers, Réf. Maurice Day, Hélène Trudeau, Marilou Garon, ***** *****Un dialogue avec le Recteur Breton, sf028_[SF028](#)

Réf. 3. Système du Québécois, er.uqam.ca/nobel/c3410/quebecium.htm

-----O-----
-----O-----

*******Votre cotisation 2013.**
Grande campagne de cotisations.
Tous ensemble en 2013.
Pour le français en science.
Pour la libération nationale.
Nous avons des chances de réussir.

Imprimez et employez ce quoi ci-dessus ou encore, envoyez votre chèque 25\$ Can ou 25 Euros avec vos adresse, No de téléphone et adresse courriel ordre LISULF à 1200 Latour,

St. Laurent Qc H4L 4S4

Cotisation corporative 200\$ Can ou 200 Euros.

Étudiant 10\$ Can ou 10 Euros.

Don : illimité.

Sincère mais trop pauvre? Quand même! Inscrivez-vous à 0\$ Can ou 0 Euro.

•
-----O-----
-----O-----
- 30 -